



PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION GENERALE

Lyon, le

18 MAR 2003

Bureau de l'environnement
et des installations classées

Affaire suivie par Véronique CHAPPUIS
☎ : 04 72 61 64 54
Fax : 04 72 61 64 26



ARRETE

**imposant des prescriptions complémentaires
à la SOCIÉTÉ SMAD, ZI de la Ponchonnière à SAVIGNY**

*Le Préfet de la zone de défense Sud-Est
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur*

VU le code de l'environnement -partie législative - ;

VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n° 94.861 du 28 août 1994 portant approbation du plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux en Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 96.700 du 26 janvier 1996 portant approbation du plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;

VU l'arrêté préfectoral n° 96.652 du 20 décembre 1996 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 juin 1998 modifié régissant le fonctionnement des activités exercées par la SOCIÉTÉ SMAD dans son établissement situé ZI de la Ponchonnière à SAVIGNY ;

..I..

VU la déclaration en date du 3 janvier 2003 de la SOCIÉTÉ SMAD relative à la modification de son atelier de charge d'accumulateurs ;

VU le rapport en date du 24 janvier 2003 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène exprimé dans sa séance du 20 février 2003 ;

CONSIDERANT que la modification décrite par l'exploitant concerne une augmentation de puissance électrique dédiée à la charge des accumulateurs des chariots électriques qui passent de 15 à 40 kW et l'installation d'un onduleur servant d'alimentation de secours pour les process de fabrication du matériel de dialyse ;

CONSIDERANT que les ateliers de charges d'accumulateurs n'étant soumis qu'à déclaration au titre de la rubrique 2925 de la nomenclature des installations classées, le régime de classement de l'activité exercée par la société SMAD n'est pas modifié ;

CONSIDERANT toutefois qu'un arrêté du 29 mai 2000 a prescrit de nouvelles dispositions générales applicables aux installations classées soumises à la rubrique 2925 qui ne sont pas actuellement imposées à la société SMAD ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il y a lieu :

- de prendre acte de la déclaration de l'exploitant relative à la modification de ses installations,
- de procéder à la mise à jour du tableau des activités exercées sur le site,
- de prescrire l'application des dispositions de l'arrêté du 29 mai 2000 ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er

Il est accusé réception de la déclaration en date du 3 janvier 2003 de la société SMAD relative à la modification de ses installations sises zone industrielle de la Pontchonnière à Savigny.

Article 2

Le tableau des installations de l'article 1 du point 1.1 de l'arrêté préfectoral du 26 juin 1998 modifié par arrêté du 25 avril 2002 est remplacé par le tableau ci-après :

Désignation des installations	Volume des activités	Rubriques de la nomenclature	Classement
Installation de réfrigération ou de compression fonctionnement à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa	Puissance absorbée : 2751 kW - compresseurs au fréon R22 pour la génération de froid : 644 kW - compressions pour la production d'air comprimé : 2107 kW	2920 2.a	A
Utilisation d'appareils et matériels imprégnés contenant plus de 30 l de polychlorobiphényles ou polychloroterphényles	Volume des PCB : 780 l -Un transformateur de 1000 kVA contenant 1120 kg de PCB	1180 - 1	D
Stockage de matières, produits ou substances combustibles en entrepôt couvert	1000 t dans un volume $< 50\,000\text{ m}^3$	1510 - 2	D
Atelier de charge d'accumulateurs. la puissance maximale du courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW	Puissance installée pour les batteries de traction ouvertes: 40 kW Puissance installée pour un ensemble de batteries stationnaires étanches : 240 kW	2925	D
Installation de combustion	Puissance thermique des chaudières : 9,3 MW	2910 – A.2	D

Article 3

Les prescriptions de l'article 8 du titre trois de l'arrêté préfectoral du 26 juin 1998 sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

ARTICLE 8 - INSTALLATIONS DE CHARGE DE BATTERIE

Pour mémoire, l'arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2925 "accumulateurs (ateliers de charge d')".est applicable à l'installation.

Article 4

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAVIGNY et à la préfecture du Rhône (Direction de l'Administration Générale -3ème Bureau) et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.
3. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.
4. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 5

Délai et voie de recours (article L 514.6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 6

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAVIGNY, chargé de l'affichage prescrit à l'article 4 précité,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- à l'exploitant.

LYON, le 18 MAR 2003

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Gilbert PAYET

Pour copie conforme
La Secrétaire Administrative déléguée

Véronique CHAPPUIS